



HAL
open science

Guerres économiques et économies de guerre

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Guerres économiques et économies de guerre. Comment en finir avec la logique des guerres, Université Européenne de la Paix, Oct 2023, Brest, France. hal-04242461

HAL Id: hal-04242461

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04242461>

Submitted on 15 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Guerres économiques et économies de guerre

Jacques Fontanel

Journées d'Etudes de l'Université Européenne de la Paix

Comment en finir avec les logiques de guerre ?

Brest, 11 et 12 Octobre 2023

Résumé : Depuis 2022, la guerre revient sur le devant de la scène. Les territoires que l'on supposait aujourd'hui bien reconnus par la communauté internationale font l'objet d'invasions. La concurrence internationale ne conduit donc pas à la « fin de l'histoire » prévue par Fukuyama et la main invisible n'existe donc pas. On assiste en outre à l'édulcoration de la démocratie au profit d'une oligarchie ou d'une technocratie capable de contrôler les forces démocratiques par une information contrôlée sélective. Dans le monde entier, les intérêts financiers immédiats s'opposent à l'intérêt collectif d'un futur proche. La puissance sociétale irrésistible des forces économiques privées capables de concurrencer les Etats, comme c'est le cas notamment avec les GAFAM ou des gestionnaires d'actifs conduit de fait le secteur privé riche à décider des politiques de l'Etat. La troisième révolution industrielle pose la question du mode de production et de consommation actuel qui, dans un avenir proche, peut conduire au refus de la globalisation économique pour en revenir aux accords mercantilistes entre pays amis, aux catastrophes écologiques, à la raréfaction des ressources naturelles, à l'insécurité permanente généralisée, au réchauffement climatique et, in fine, à l'essor de nouvelles guerres. Il faudrait ajouter l'essor encore incontrôlé de l'intelligence artificielle, de la robotisation, mais aussi des risques accrus de pandémies mondiales et surtout une catastrophe environnementale avec le réchauffement climatique

Since 2022, war has been back in the spotlight. Territories that were supposedly well-recognized by the international community are being invaded. International competition is not leading to the "end of history" predicted by Fukuyama, and the invisible hand does not exist. We are also witnessing the watering down of democracy in favor of an oligarchy or technocracy capable of controlling democratic forces through selective, controlled information. All over the world, immediate financial interests are pitted against the collective interest of the near future. The irresistible societal power of private economic forces capable of

competing with states, as is the case with GAFAM and asset managers in particular, is in fact leading the wealthy private sector to decide state policies. The third industrial revolution raises the question of the current mode of production and consumption which, in the near future, may lead to the rejection of economic globalization and a return to mercantilist agreements between friendly countries, ecological disasters, depletion of natural resources, widespread permanent insecurity, global warming and, ultimately, the rise of new wars. To this should be added the still uncontrolled rise of artificial intelligence and robotization, as well as the increased risk of global pandemics and, above all, an environmental catastrophe in the form of global warming.

Mots clés : Guerre, guerre économique, Ukraine, globalisation économique, capitalisme, puissance des Etats, blocs économiques, nucléaire, dépenses militaires

War, economic war, Ukraine, economic globalization, capitalism, state power, economic blocs, nuclear, military spending

La guerre est rarement abordée telle qu'elle par les économistes, même si la notion de guerre économique est devenue de plus en plus présente dans l'actualité. De manière synthétique, il existe quatre grandes conceptions de la guerre chez les économistes. Les mercantilistes insistent sur la recherche de puissance de l'Etat faisant ainsi référence directement à la guerre économique, l'analyse marxiste qui accuse le capitalisme de développer une lutte des classes, une exploitation du prolétariat et l'impérialisme, notamment guerrier, les théories institutionnalistes qui considèrent que les démocraties ne se font jamais directement la guerre et que cette forme de gouvernance constitue un frein aux actes guerriers et surtout, dominante, la pensée libérale pour laquelle l'économie de marché est, en elle-même, un facteur de paix.

Cette théorie a eu son instant de gloire au début des années 1990, avec la « fin de l'histoire » annoncée par Fukuyama. Avec la fin de la guerre froide et l'effondrement de l'Union soviétique, les guerres disparaîtraient, car démocratie et économie de marché globalisée conduisent inéluctablement à la paix. Or, le XXI^e siècle est marqué par des crises économiques graves, la permanence des conflits armés, la puissance d'un secteur militaire au service d'intérêts particuliers, les guerres territoriales internes et internationales sans cesse renouvelées et la crainte de guerres écologiques à venir. La résistance du capitalisme aux guerres et aux crises économiques montre la capacité d'adaptation de ce système. L'optimalité de ce système est soutenue par des analyses économiques fondées sur des hypothèses aussi farfelues qu'héroïques, comme la rationalité des agents économiques, la « main invisible d'Adam Smith, l'existence de concurrence dans tous les secteurs, la foi dans le caractère régulateur de la spéculation financière, malgré les crises récurrentes qui déséquilibrent des Nations entières et affament des citoyens les plus fragiles, la non-intervention de l'Etat hors du champ de l'économie régaliennne oubliant la force du leadership des Etats-Unis, le statut de pays en voie de développement toujours reconnu à la Chine ou les paradis fiscaux et, enfin, l'essor d'une ploutocratie et d'une technocratie vouées au capitalisme qui domine tous les espaces démocratiques.

Aujourd'hui, le mode de vie de la modernité se heurte au réchauffement climatique, à l'épuisement des ressources naturelles et sans doute à une récession à laquelle l'homme moderne n'est pas préparé. Les guerres « écologiques » sont à redouter. Alors que, en principe, l'économie de marché est aujourd'hui dominante, elle ne pourra pas empêcher les conflits d'intérêt vitaux qui vont rapidement se poser au monde face à la résistance des ceux qui profitent du système sans égard pour l'avenir des générations futures. La guerre, sous toutes ses formes (civile, économique, interétatique, mondiale), prendra une place déterminante dans l'avenir de l'humanité.

La guerre en Ukraine rappelle que, même en Europe, les guerres de territoire subsistent. L'opération spéciale de la Russie a modifié la géopolitique mondiale et une reconstitution rapide des blocs politico-économiques et du commerce international en résulte. Pendant la seconde moitié du 20^e siècle, les armes économiques n'étaient pas toujours efficaces à court terme, mais avec la globalisation économique engagée depuis 1990, du fait même des interdépendances, elles ont exercé des dommages considérables aux pays qui, à court terme, ne disposaient d'aucune solution de substitution.

Progressivement, le fameux libre-échange s'est effrité avec les raretés relatives et la domination possible des pays ou des entreprises multinationales qui disposaient et disposent toujours de monopoles de fait soit de ressources naturelles, soit de technologies modernes, notamment dans les domaines des industries de la communication et du numérique. Le mercantilisme et même le keynésianisme renaissent selon des formes nouvelles, mais souvent conflictuelles. La concurrence n'est plus qu'une compétition, avec ses gagnants et ses perdants, ses riches et ses morts. Les droits vitaux des citoyens sont dévalorisés eu égard aux intérêts particuliers de ceux qui, en démocratie ou en autocratie, ont fait de l'augmentation de leur patrimoine et de leur puissance le but de toute une vie.

Le bien-être est une conception comparative, il dépend à la fois du passé collectif et personnel (effet cliquet de Duesenberry), des espoirs d'un meilleur futur, mais aussi et surtout du regard porté sur les voisins (« Keep up with the Jones », ce fameux « effet de démonstration » mis en évidence par Duesenberry », cette fameuse comparaison de revenus ou de niveau de vie avec les proches qui fonde l'action. Dans ce monde qui s'épuise, les riches n'ont même plus la politesse d'être heureux, car dans les rues de Monaco les milliardaires hésitent à sortir le soir de peur que les millionnaires les détroussent. Il ne suffit pas d'être heureux, encore faut-il que les autres soient malheureux. La plus grande satisfaction des besoins réside dans le fait d'avoir « toujours plus », le bien-être s'épuisant devant le bien-avoir transformé, de fait, en trop avoir pour ceux dont l'avidité n'a jamais de limite.

L'homme de 2023 vit une nouvelle période septuplement historique, caractérisée par :

- 1) Le retour à une guerre armée et économique interétatique en Europe, avec la tentative d'invasion de l'Ukraine, le retour de la guerre israélo-palestinienne ou la tragédie du Haut-Karabagh, témoigne de la présence éternelle de la guerre comme mode de solution face à des problèmes de puissance politique, de rareté, de prédation ou de religion. L'enfer c'est l'autre disait Jean-Paul Sartre, surtout quand l'estimation des griefs qui portent à la violence entre dans des oppositions d'arguments et d'intentions qui remontent à des

décennies, voire des siècles. Les solutions historiques mal conçues reviennent sans cesse hanter les esprits, et les pays d'Afrique ou d'ailleurs anciennement colonisés peuvent considérer que leur développement a été interdit par la puissance colonisatrice qui aujourd'hui lui demande des efforts environnementaux qui n'ont jamais été appliqués aux pays aujourd'hui développés ;

- 2) La concurrence internationale qui nous a été tant vantée au début des années 1990, après l'effondrement de l'histoire, a rendu célèbre la « fin de l'histoire » prévue par Fukuyama, selon lequel le choix de tous les pays à se raccorder ou à être candidat au libre-échange était le signal de l'émergence d'un monde de paix, permis par le capitalisme mondialisé. Pourtant cette fameuse « main invisible » à laquelle croit toujours la Maison Blanche n'a jamais été présentée comme un idéal par Adam Smith, son créateur, à juste titre, puisque, avec la théorie des jeux, il est démontré que ce résultat est mathématiquement très improbable, quasiment impossible dans les faits.
- 3) L'édulcoration de la démocratie au profit d'une oligarchie ou d'une technocratie capable de contrôler les forces démocratiques par une information contrôlée sélective ou l'essor de dictatures supposées électives est d'autant plus inquiétante qu'elle s'appuie aussi sur l'utilisation de l'arme cybernétique. La guerre cyber engagée par un pays peut même modifier les intentions de vote d'un autre pays, comme on a pu le vérifier récemment aux Etats-Unis, au Royaume-Uni ou en Slovaquie. Les Etats dits démocratiques sont trop souvent dirigés par une oligarchie qui institue une ploutocratie de fait, couplé à l'essor d'autocraties qui valorisent un Etat fort destiné à la puissance et à la propre sécurité du système mis en place par le dirigeant suprême.
- 4) Dans le monde entier, les intérêts financiers immédiats s'opposent à l'intérêt collectif d'un futur proche. La puissance sociétale irrésistible des forces économiques privées capables de concurrencer les Etats, comme c'est le cas notamment avec les GAFAM ou des gestionnaires d'actifs (comme Black Rock) conduit de fait le secteur privé riche à décider des politiques de l'Etat, en vue notamment d'obtenir une réduction des impôts, de soutenir la mise en place d'une législation favorable aux affaires économiques ou d'un soutien face à d'autres concurrences étrangères, entre soutien et protection, comme c'est le cas avec les lois extraterritoriales des Etats-Unis. La troisième révolution industrielle pose la question du mode de production et de consommation actuel qui, dans un avenir proche, peut conduire aux catastrophes écologiques, à la raréfaction des ressources naturelles, à

l'insécurité permanente généralisée, au réchauffement climatique et, in fine, à l'essor de nouvelles guerres.

- 5) La fameuse compétition économique prônée par l'Organisation Mondiale du Commerce ressemble de plus en plus à une fable destinée à recouvrir une réalité moins « racontable ». L'OPEP, dominée par l'Arabie Saoudite, un pays dirigé et dominé par une caste au pouvoir sans organisation démocratique, contrôle l'offre de pétrole, ce qui conduit à l'augmentation des prix du baril, au grand avantage des productions américaines du secteur devenues ainsi concurrentielles et de la contrebande russe en direction de la Chine, autre pays autocratique affirmé. Chacun triche, les Etats-Unis avec les GAFAM et ses mesures anticoncurrentielles contre ses concurrents chinois, Huawei et de Tik Tok, par exemple. Le libre-échange de principe laisse aujourd'hui la place au commerce de type friend-shoring, principalement entre pays alliés. Cependant, même ce commerce commence à être contesté, avec les mesures de l'IRA (Inflation Reduction Act), une politique keynésienne concernant le financement de la « révolution verte » réservé aux seules entreprises résidentes aux Etats-Unis.
- 6) Il faudrait ajouter l'essor encore incontrôlé de l'intelligence artificielle, de la robotisation, mais aussi des risques accrus de pandémies mondiales.
- 7) Enfin, et peut-être surtout, une catastrophe environnementale s'annonce pour les décennies à venir avec le réchauffement climatique

Toutes ces évolutions sociétales mondiales sont reliées les unes aux autres, elles sont sans doute le résultat devenu toxique d'un capitalisme libéral qui déchire et détruit pour l'avenir autant qu'il ne produit pour le présent, vers un développement économique qui oublie le bien-être au bénéfice d'un bien-avoir ou plutôt d'un trop-avoir pour les plus riches. La paix promise par le « doux commerce » chanté par Montesquieu ne s'applique plus à la réalité des relations économiques, politiques, sociétales et sociales du monde d'aujourd'hui.

L'économie révèle désormais et définitivement, malgré les apôtres d'une science économique bien malade, son caractère éminemment politique, elle n'est science que pour l'optimisation d'une production, sans s'interroger outre mesure sur l'utilité des biens et services produits, sur les effets de démonstration chers à Duesenberry, sur la consommation ostentatoire qui par l'achat met en évidence le statut social ou son mode de vie potentiel de l'acheteur, les effets destructeurs du mal-être du travailleur dans la perte progressive du sens de son travail, le conduisant même à s'interroger sur sa propre place et survie face à l'intelligence artificielle à terme.

Plusieurs types de développement économique sont possibles. Les choix politiques opérés ont valorisé l'exploitation de la Terre, les inégalités sociales fondées sur les compétences individuelles des personnes (en oubliant le poids de l'héritage et des inégalités éducatives). Ce bonheur promis à chaque agent avec le respect des règles définies par la doxa néo-classique endoctrine le monde du travail, lequel peut à la limite bénéficier, en tant que consommateur acharné, de plus d'avoirs et de biens disponibles, sans s'interroger pour autant sur son mieux-être, comme si l'enfer pouvait aussi être vécu de son vivant, à condition d'acquérir des avoirs comme espoir de vie. « Les humains subissent la loi d'un désir qu'ils ne comprennent pas »¹.

La concurrence comme mode dominant d'action conduit aux stratégies de développement impliquant la précarité du travail, les délocalisations, les paradis fiscaux, les inégalités sociales, la spéculation financière, autant de processus qui conduisent à un accaparement de la valeur ajoutée sans apporter directement une plus-value collective, mais en modifiant parfois les cartes des pouvoirs économiques oligopolistiques.

Dans ce système, il faut faire confiance aux puissances de l'argent pour l'augmentation du Produit Intérieur Brut, lequel constitue un indicateur de production dépassé, notamment lorsqu'il est utilisé comme le marqueur principal du bon fonctionnement d'une économie, alors qu'il est violemment destructeur dans le cadre du réchauffement climatique. En effet, il n'inclue jamais les destructions consécutives de biens considérés comme gratuits ou collectifs, de l'air ou l'eau purs devenus pollués, en passant par les heures de vie consommées au travail n'étant pas d'autre intérêt que de gagner sa vie, comme si sans lui on perdait notre vie. Si un pays veut accroître son PIB, il peut aussi accroître la durée de travail ou allonger l'âge de la retraite. Les conférences sociales portent souvent sur le salaire et le pouvoir d'achat, alors que les revendications devraient plus porter sur un partage plus équitable de la décision dans l'entreprise et dans toutes les institutions. Le système productif d'aujourd'hui conduit à une répartition des richesses qui ne correspond pas à la création de la valeur ajoutée monétaire.

Il faut ajouter, puisque j'en ai l'occasion, que les salaires versés ne reflètent pas toujours la valeur collective d'un travail. Les grands polytechniciens qui travaillent dans le secteur la spéculation des actifs financiers produisent souvent des résultats néfastes pour tout un pays, comme l'affaire Alstom pour la France. Souvent, les « professions essentielles » les plus utiles socialement sont les moins bien payées, comme l'OIT (Organisation Internationale du Travail) en a fait le constat en considérant qu'à qualification comparable les travailleurs concernés recevaient plus qu'un quart de moins que les autres professions, celles qui

¹ Cohen, D. (2015) Le monde est clos et le désir infini, Albin Michel, Paris. P. 167.

concernent la consommation ostentatoire (comme la mode et la richesse de M. Arnaud) ou les effets de démonstration orienté par tout le secteur publicitaire. Toutes les activités qui soignent les victimes économiques du système sont aussi fortement défavorisées. Il en va de même pour tous ceux qui s'engagent dans les fonctions de régulation collective qui permettent, par leur travail, d'augmenter la valeur ajoutée des autres activités, sans en recevoir la part qui devrait leur revenir. Les salaires élevés et les grandes fortunes bénéficient gratuitement d'un service sans lequel les pouvoirs régaliens ne fonctionnent plus, sauf dans le cadre d'une économie en transition dans laquelle la corruption est généralisée (Fontanel, Gaidar, 1998).

L'Etat réapparaît aujourd'hui comme l'acteur central de la gestion de l'économie nationale, en lien avec les institutions internationales interétatiques. Or, ces institutions internationales fonctionnent mal en temps de guerre. Aujourd'hui, elles sont devenues impuissantes à traiter les questions relatives aux relations économiques et politiques internationales lorsque les grandes puissances ne veulent plus respecter les règles multilatérales. Le système privé s'insinue partout, dans toutes les strates de la société, introduisant dans les instances de pouvoir politique des représentants élus qui bénéficient de leur soutien. Cette situation de dépendance économique collective est susceptible de créer de nombreuses tensions, lesquelles peuvent conduire à des conflits et des guerres destructrices des relations et des infrastructures économiques de l'ancien monde.

Les économistes n'aiment pas analyser la guerre, sauf quand ils sont marchands d'armes ou soutien de formes particulière d'impérialisme. En résumant, les économistes ont abordé les conflits et les guerres sous quatre angles particuliers.

- Pour les mercantilistes, les premiers penseurs d'une économie politique opérant dans un cadre clairement étatique, si la prospérité de l'économie est nécessaire la puissance du Prince est l'objectif fondamental de l'économie nationale. Ils proposent alors des politiques autoritaires, protectionnistes et très agressives, fondées sur une économie dirigée et contrôlée par l'Etat, centrée à la fois sur la recherche d'une démographie galopante et la quête effrénée de la richesse procurée par l'or et l'argent. Il s'agit pour un Etat non seulement de se développer économiquement, mais aussi d'empêcher les autres Etats concurrents ou ennemis de le faire. Depuis Clausewitz, on sait que la guerre « est la poursuite de la politique par d'autres moyens ». La guerre ou la menace de guerre sont alors des instruments normaux dans la quête de la puissance du Prince. Dans cet objectif, l'économie nationale ne peut se trouver en situation de dépendance économique, il faut viser l'autarcie pour tous les biens essentiels au développement économique national. Les guerres coloniales sont justifiées non seulement par l'effort civilisationnel ou religieux d'un monde chrétien, mais aussi par la recherche de richesses par le pillage et l'utilisation de la main d'œuvre des

autochtones. Plus tard, au XXe siècle, en opposition avec la théorie libérale, les théories économiques du sous-développement comme produit du développement des grandes puissances ou les analyses sur l'échange inégal participent à ce type de réflexion économique. On retrouvera aujourd'hui à Washington, un retour vers une forme de politique mercantiliste dans la lutte de pouvoir avec la Chine pour le leadership mondial et, d'un point de vue militaire, avec la Russie, notamment dans la recherche d'autarcie pour les produits technologiques jugés essentiels pour la puissance militaire et économique des Etats-Unis (Brunat, Fontanel, 2023).

- Pour les grands classiques de la fin du XVIIIe et début du XIXe siècle, le mercantilisme doit être dénoncé, les règles économiques du capitalisme conduisent à une amélioration des conditions de vie humaine, en respectant les règles de la concurrence et de l'initiative privée. Adam Smith considère même qu'il faut développer les échanges internationaux, lesquels favorisent l'ensemble des pays. Il s'agit donc d'éliminer les obstacles aux échanges internationaux, mais il dénonce alors les monopoles qui empêchent la concurrence, l'esclavage, les luttes coloniales ou les syndicats patronaux. Plus pessimiste, Malthus avec sa loi de population considère que sans contrôle des naissances la rareté et la pauvreté vont s'installer dans les Nations et il faut alors recourir soit au contrôle des naissances, soit à la misère, soit enfin et surtout à la guerre. Il faut savoir contrôler les naissances pour éviter les guerres. Il y avait 1 milliard d'habitants en 1800, un peu moins de 2 milliards d'habitants en 1900, 6 milliards en 2000 et 8 milliards en 2022. On peut d'ailleurs comprendre aujourd'hui pourquoi l'industrie exerce un effet croissant sur le réchauffement climatique, sans doute une cause importante de conflits guerriers de demain.

- Pour les marxistes, la guerre appartient au champ des superstructures, conditionnée par les rapports sociaux antagonistes du capitalisme. Le système impérialiste est inhérent au mode de production capitaliste et l'impérialisme, selon Lénine est le stade suprême du capitalisme. Pour Jaurès, le capitalisme, c'est déjà la guerre. Si au niveau mondial, la guerre constitue un immense gaspillage, elle conduit par l'exploitation des hommes, à élargir la richesse du pays dominant et des capitalistes pour lesquels l'exploitation de l'homme par l'homme est à la source de leurs intérêts économiques et sociaux individuels.

- Pour les libéraux, la généralisation de l'économie de marché, disposant d'un Etat faisant respecter les lois afférentes valorisant l'expression de l'intérêt individuel, conduit à la paix universelle. Le non-respect de ces règles conduit aux conflits. L'interdépendance économique croissante fondée sur les principes du marché accroît la prospérité économique de chaque nation participant à l'échange, tout en conduisant à la réduction du rôle économique de l'Etat. La généralisation des règles du marché est un facteur de solidarité et de paix. Les démocraties ne se déclarent jamais la guerre, celle-ci éclate lorsqu'il y a des courses aux armements

rendues possibles par l'existence d'Etats autocratiques qui ne respectent pas les droits individuels des hommes. Après l'effondrement de l'Union soviétique, Francis Fukuyama a développé la théorie de la "fin de l'histoire", selon laquelle l'émergence dans le monde entier de la démocratie et du libéralisme économique conduit inéluctablement à la mise en place d'une paix permanente et globale entre les Etats. Pourtant, trois décennies plus tard, la paix ne semble toujours pas figurer dans l'agenda de l'humanité.

Cette théorie si populaire et si bien diffusée dans le monde entier, a fait long « feu ». Les liaisons entre l'économie et la guerre sont complexes, l'une et l'autre étant, tour à tour fin et moyen. La définition de la guerre et des conflits reste floue. Pendant le dernier siècle, la misère a produit plus de décès que toutes les 14.000 guerres répertoriées par les Historiens depuis le début de l'histoire humaine. L'économie n'est donc pas la seule coupable dans l'émergence des guerres, elle n'a pas besoin des guerres pour asservir et tuer, elle partage ses responsabilités avec les objectifs "politiques" ou religieux poursuivis par les Etats.

La guerre est d'abord un fardeau économique, souvent perçue comme un facteur extra-économique, de fait politique. S'il est nécessaire de constituer des forces militaires, afin de dissuader les convoitises des autres Etats dans leurs velléités prédatrices, la croissance ininterrompue des dépenses militaires conduit à la paupérisation des Nations, source fondamentale de conflits. Dans la course aux armements trois facteurs, selon Richardson, jouent simultanément, à savoir l'évolution des dépenses militaire des adversaires potentiels, les griefs entre les peuples ou les Etats et la « fatigabilité » économique consécutive aux coûts énormes des dépenses militaires. Dans ce contexte, la course aux armements est productrice de guerre. Pour Keynes, pacifiste convaincu, il faut éradiquer à la fois la guerre et le communisme (cette « insulte à l'intelligence »). La paix durable est inconcevable sans une solidarité économique internationale des démocraties.

Cependant, la guerre est aussi parfois perçue comme un moment décisif de développement. Pendant la guerre de Sécession, Lincoln défendait les intérêts de la puissance industrielle et financière du Nord-Est contre le Sud esclavagiste favorable au libre-échange. Cette guerre sanginaire et coûteuse a été pour autant à l'origine du formidable développement industriel sauvage des Etats-Unis, un pays qui a toujours été protectionniste en situation d'infériorité économique et propagandiste du libre-échange lorsqu'il disposait d'un leadership mondial. Les récits de guerre interpellent. Dans *Time on the Cross*, en s'appuyant sur une étude quantitative de l'esclavagisme américain, Robert Fogel, Prix Nobel d'économie, montre que les conditions de vie des esclaves noirs américains qui vivaient dans le Sud, étaient meilleures que celles des ouvriers dans les industries du Nord des États-Unis. Les esclaves travaillaient moins, étaient mieux nourris,

et n'étaient fouettés qu'occasionnellement. Il ne se faisait pas ainsi l'apologue de l'esclavage, mais l'analysait d'un point de vue purement économique, les esclaves étant aussi considéré comme un capital. Et on protège toujours son capital.

Ensuite, l'Ecole historique allemande a mis en évidence quelques éléments importants du rôle de la guerre dans les développements économiques de l'après-guerre. Si la prédation a été conçue souvent comme un mode d'acquisition des richesses, la mise en place d'un système de défense conduit souvent à l'amélioration de la sécurité nationale, au développement des forces productives, et aux innovations, comme le rappelait Joseph Schumpeter. Les besoins militaires du conflit armé ont mis en évidence l'intérêt de constituer de grands marchés et de développer la consommation de masse, laquelle permet aux industries de se développer grâce aux économies d'échelle et à la standardisation. En outre, la guerre améliore l'esprit de compétition et incite à la mise en place de nouveaux systèmes financiers destinés à gérer l'endettement militaire. La guerre est alors considérée comme un mal nécessaire au développement du capitalisme. Il est vrai que la plupart des grands projets technologiques ont été développés d'abord dans le système militaire, de l'énergie nucléaire aux fusées interspatiales, de l'informatique à internet, plus tard des robots à l'intelligence artificielle.

Aujourd'hui, en liant l'effort militaire du développement technologique de l'industrie de l'information avec les GAFAM et la domination de son économie avec sa monnaie « internationalisée », avec le dollar, Washington veut consolider son leadership mondial, face à une Chine qui se propose de combattre les valeurs de la civilisation occidentale. Certes, Washington a perdu des guerres exportées et une partie de son aura dans le monde, mais ce pays domine les technologies modernes, il dicte les lois du système international en sapant l'essor des technologies chinoises ou européennes, il définit les règles de fonctionnement du capitalisme international et le niveau requis d'ouverture du libre-échange en fonction de ses propres intérêts. La politique américaine a toujours été marquée par des considérations géoéconomiques, alors que son discours défend plutôt un libre-échange impartial et apolitique.

Pour Labarde et Maris (1998), la mondialisation c'est la guerre universelle, civile et permanente. C'est une organisation oligopolistique et cartellisée du monde, dans le respect de la logique financière, qui définit une nouvelle organisation du travail de l'entreprise capitaliste et la liberté d'installation des possesseurs de capitaux. Le capital a toujours été international, apatriote, plus financier qu'industriel, plus spéculateur que producteur de richesses. La mondialisation ne peut s'affirmer qu'en réduisant la protection sociale et les solidarités. Les privatisations, la libéralisation des marchés financiers ou le dumping social sont bien le résultat de décisions politiques répondant aux attentes des marchés, au détriment de celles des travailleurs. Les pays pauvres sont

affaiblis par une mondialisation qui n'appelle ni à la citoyenneté mondiale, encore moins à celle des entreprises. Il s'agit d'une guerre civile quotidienne et généralisée, parfois même sanctionnée par des conflits collatéraux aux conséquences meurtrières importantes. Comme le disait Paul Valéry, la guerre c'est le massacre de gens qui ne se connaissent pas au profit de gens qui se connaissent mais ne se massacrent pas.

Traditionnellement, la perception de la puissance d'un État est basée sur l'importance de sa force militaire et de force de son économie (Fontanel, Smith, 1985 a,b). Aujourd'hui, les dépenses militaires restent un indicateur intéressant de la puissance de l'État, mais leur importance est réduite par le poids des facteurs économiques, des stratégies de défense nationale et des technologies duales. (Aben, Fontanel, 2018). Les Etats-Unis dépensent 800 milliards de dollars à des fins militaires, contre près de 300 milliards pour la Chine, 80 pour l'Inde, 70 pour la Russie et 56 pour la France. La Russie dispose de stocks d'armements soviétiques importants, mais moins performants que les armes modernes. En revanche, la Russie dispose du stock d'armes nucléaires le plus important du monde en quantité (près de 6300 pour près de 1000 Mégatonnes, 65.000 fois Hiroshima), contre 5500 aux USA (860 Mégatonnes et 58.000 Hiroshima) et respectivement 400 ogives pour la Chine (4300 Hiroshima) et près de 300 (3000 Hiroshima) pour la France.

Du fait de la gravité extrême de l'utilisation de l'arme nucléaire, les Etats qui en disposent ont toujours évité son utilisation, en recourant plutôt aux armes économiques et politiques dans leurs confrontations directes. Les stratégies obliques de dissuasion, les mesures économiques de rétorsion, les embargos, les boycotts sont autant d'armes puissantes, dont les effets économiques et politiques dépendent des mesures d'autodéfense, des solidarités internationales et du potentiel de substitution.

La notion de guerre économique est polysémique. Il convient de différencier les différends économiques entre les Etats, des conflits et surtout des guerres économiques. Les instruments et les armes utilisées sont diversifiées (boycott, embargo, blocus, gel des avoirs et des investissements étrangers, sanctions "secondaires, extraterritoriales", cyber attaques).

- Les différends indiquent des divergences d'intérêts (gestion du commerce international, ORD de l'OMC, rôle international du dollar, conflits fiscaux et d'endettement, rupture d'intégration économique).
- Les conflits entre Etats sont plus graves, ils concernent le partage des contraintes de la sécurité internationale, les ventes d'armes, la volonté d'indépendance économique, la suspension des aides économiques et financières ou les sanctions extraterritoriales).

- La guerre économique proprement dite conduit à la course aux armements, à la punition internationale, à la stratégie de rupture économique, ou de domination et de la puissance économique et des cyber attaques généralisées.

La guerre économique a toujours existé (Colard & al, 1981 ; Fontanel, 2019). Elle vise l'affaiblissement de la puissance militaire d'un État. Ces stratégies économiques n'ont pas pour objectif le bien-être des citoyens, mais plutôt l'affaiblissement ou l'asservissement d'une autre économie. Les sanctions sont exercées en vue de provoquer des dommages économiques importants à un pays pour qu'il change de politique, dont la grande victoire a été la fin de l'apartheid en Afrique du Sud.

- D'abord, l'Etat doit contrôler la vente d'armes qui pourraient se retourner contre lui. Il s'agit de développer des stratégies de contrôle à l'exportation de produits duaux, mi-civils, mi-militaires, afin d'empêcher l'armée adverse d'accroître son potentiel technologique.

- La course aux armements constitue un coût, que les plus riches peuvent plus aisément prendre en compte. L'effondrement de l'économie soviétique a sans doute été favorisé par l'application de la stratégie de l'appauvrissement par l'effort de préparation à la guerre. Elle a consacré entre un quart et un tiers de sa production nationale à des fins militaires pendant toute la période de la guerre froide, contre moins de 10 % pour les Etats-Unis, pourtant englués dans les guerres de Corée et du Vietnam. Les pays les moins développés s'appauvrissent plus rapidement, car ils ne disposent pas suffisamment de « revenus discrétionnaires ». Dans ces conditions, la course aux armements conduit à affaiblir l'Etat le plus pauvre, lequel doit renoncer à la puissance faute de moyens financiers suffisants.

- La stratégie de la rupture se propose de créer des problèmes économiques dans le pays rival afin d'accroître ses difficultés politiques et sociales. C'est pourquoi les Occidentaux s'attaquent aux oligarques russes. L'embargo est un instrument de représailles destiné à exercer une pression forte sur une décision souveraine d'un autre Etat. Cette politique s'inscrit dans un « jeu à somme négative » pour les protagonistes. La suppression des échanges internationaux entre les deux blocs pose évidemment de grands problèmes pour ceux dont la production nationale est dépendante des importations du pays nouvellement ennemi. Si la Russie ne voulait plus vendre de gaz à l'Allemagne, il s'agit d'un embargo. Si c'est l'Allemagne qui ne peut plus acheter le gaz russe, il s'agit d'un boycott. Les marchés de nombreuses terres rares et métaux stratégiques sont contrôlés par la Chine. Il s'agit pour elle d'un pouvoir conséquent exercé sur les pays occidentaux pour la plupart de leurs produits nécessaires à l'économie digitale ou numérique.

C'est pourquoi Joe Biden se propose, avec l'IRA, Inflation Reduction Act, de développer sur place ces fameux microprocesseurs si nécessaires à toutes les technologies numériques. La dépendance à l'égard de Taïwan dans ce domaine est très dangereux pour la sécurité nationale américaine.

- La stratégie de l'encerclement vise à développer des liens d'interdépendance économique susceptibles de garantir la paix (Realpolitik). Les nouvelles solidarités économiques constituent le meilleur instrument de dissuasion à une agression. Cette stratégie n'a pas encore été utilisée avec efficacité. Revendiquée pendant la guerre froide, elle n'a pas eu les effets escomptés. Elle n'a fonctionné que partiellement, sur deux décennies, après l'effondrement de l'URSS.

- La stratégie de la violence politique consiste à prendre le pouvoir économique d'un autre pays lorsque celui-ci est hostile et d'affaiblir ses couches sociales dominantes. Il est nécessaire alors de contrôler les forces politiques de l'appareil de l'Etat et les syndicats, par la nationalisation ou la privatisation, par les grèves ou les émeutes. La fameuse révolution orange de la Place Maïdan, contre la falsification de l'élection présidentielle en 2004, ou lors du refus du Président Ianukovitch de signer un accord d'association avec l'Union européenne, a été soutenue par la NSA (National Security Agency), responsable du renseignement et de la sécurité des systèmes d'information du gouvernement américain.

- La stratégie de la domination conduit les pays dominants à influencer les pays dominés dans leurs décisions stratégiques, souvent en installant des affidés dans les gouvernements de ces pays ou en utilisant des manoeuvres de corruption. L'arme économique permet à un pays, ou groupe de pays, de dominer un autre pays grâce au pouvoir conféré par le monopole de la fourniture de biens et services vitaux pour sa survie. Les pays développés ont parfois utilisé l'arme alimentaire à l'encontre des pays en voie de développement désobéissant. L'Afrique pourrait en donner de multiples exemples.

- La stratégie de défense des intérêts nationaux par des moyens normalement non reconnus par les règles de l'OMC est parfois appliquée. Par exemple, les pays de l'OPEP se méfient beaucoup des mesures engagées par les pays développés pour lutter contre le réchauffement climatique. Dans ces conditions, ils s'ouvrent à d'autres opportunités tant le passage du pétrole vers d'autres sources d'énergie durable est difficile, ce qui leur permet de fixer des quotas qui leur permet de s'enrichir par une mesure purement économique de contrôle des quantités exportées. Ces décisions ont des incidences politiques considérables. Ainsi, l'Arabie Saoudite se rapproche de la Chine, de la Russie, des pays des BRICS, qui eux cherchent plutôt à augmenter leur PIB quels qu'en soient les moyens, en vue de rattraper le développement économique des pays occidentaux. Pour

l'instant, les pays occidentaux sont en situation de faiblesse au regard de cette civilisation pétrolière toujours aussi prégnante.

Dans ce contexte, « l'opération spéciale » de la Russie en Ukraine a surpris l'Union européenne par sa soudaine réalisation, ce qui témoigne aussi de son manque d'écoute à l'égard de son voisin frontalier. De nombreux stratèges avaient considéré que les guerres de territoire faisaient partie d'un passé révolu. Or, cette opération spéciale constitue l'exemple même d'une guerre de territoire. Cette opération qui devait être courte et décisive s'est transformée en une guerre d'attrition, conduisant à une crise profonde de la globalisation et au réveil à ciel ouvert des enjeux de puissance.

Aujourd'hui, les budgets militaires augmentent sensiblement, la menace nucléaire est brandie. Le conflit armé se caractérise par un soutien hétérogène à l'Ukraine, mais du fait des sanctions économiques appliquées de part et d'autre, les marchés européens ont été très fragilisés par leur dépendance énergétique à la Russie, ce qui a conduit les Etats à rechercher en urgence de nouvelles ressources auprès de partenaires de substitution. Il en résulte une fragmentation géopolitique et l'affaiblissement du multilatéralisme pacifique. L'ONU n'a jamais été un acteur majeur de la question ukrainienne, de même que l'OMS n'a pas été un acteur majeur dans la question de la pandémie du coronavirus. De cette opération spéciale, nous allons présenter les principaux résultats, le fait que la guerre revient sur le devant de la scène ; que les guerres de territoires supposées révolues réapparaissent et qu'une fragmentation et une recherche de nouvelles polarisations semblent toucher la communauté internationale, vers un nouveau monde aux contours encore bien flous.

- 1) Les résultats économiques
- 2) La guerre revient sur le devant de la scène
- 3) Les territoires que l'on supposait aujourd'hui bien reconnus par la communauté internationale font l'objet d'invasions.
- 4) On assiste à la fragmentation et à une recherche de polarisation
- 5) Un nouveau monde en perspective

1) Les résultats économiques

Pour la Russie, face aux sanctions occidentales, il s'agit de trouver prioritairement des fournisseurs et des acheteurs alternatifs. Elle se tourne évidemment vers la Chine mais on peut constater que les entreprises chinoises ne semblent pas pressées d'aller sur le marché russe, sans doute par prudence au regard de l'importance de leurs activités économiques avec les pays occidentaux. En 2022, la hausse des exportations chinoises vers la Russie a atteint 13 %, ce qui la situe dans la moyenne de la hausse des exportations chinoises vers ses principaux

partenaires commerciaux. La Russie n'absorbe que 2 % des exportations chinoises, ce sont des ordres de grandeurs très faibles. Cependant, la Russie a créé une flotte de navires nationaux totalement autonomes, pour échapper aux sanctions. Ces opérations commerciales « secrètes » concernent aussi la Chine, mais aussi l'Inde et la Turquie, voire la Grèce. Mais il est difficile pour le pétrole d'en connaître l'origine. Dans ces conditions, il est difficile de connaître l'importance de ce marché. D'autre part, les investissements chinois en Russie ne semblent pas augmenter de manière significative, au regard des risques financiers potentiels et de l'application éventuelles des sanctions secondaires des Etats-Unis, notamment si des technologies duales sont concernées.

La guerre elle-même provoque des effets délétères sur les économies nationales, même si l'économie russe, riche de ses ressources naturelles, témoigne d'une résilience à court terme inattendue. En revanche, l'Ukraine doit faire face aux destructions et à l'arrêt de nombreuses usines détruites ou occupées par la Russie. Au niveau international, la Russie et l'Ukraine sont d'important exportateurs de céréales et il en a résulté une forte menace de pénurie alimentaire mondiale, laquelle devrait encore se poser à chaque fin de printemps.

Du fait des sanctions économiques, les échanges internationaux connaissent des ruptures des chaînes de valeurs, notamment dans les produits de haute technologie. Se pose alors la question des fragilités de la globalisation et de l'interdépendance économique pour la sécurité nationale de chaque pays. Tous les Etats, et notamment les Etats-Unis, engagent des mesures de protection pour leur industrie, au nom de la sécurité nationale et d'une politique économique keynésienne et mercantiliste pour lutter contre la récession. Il s'agit aujourd'hui de modifier les chaînes d'approvisionnement, notamment dans le cadre des blocs existants et en devenir.

La question de l'hégémonie du dollar est clairement posée, ainsi que l'évolution des mécanismes financiers en vigueur. La perte du mécanisme SWIFT par la Russie n'est plus la bombe nucléaire économique annoncée par Bruno Lemaire. La Chine a créé son propre système en yuans ou renminbis. En outre, la Chine, la Russie, l'Iran, le Venezuela se proposent de développer des mécanismes financiers spécifiques tournés vers la dédollarisation de leurs réserves, l'essor de systèmes alternatifs à SWIFT et le recours aux monnaies digitales des banques centrales. Les sanctions financières occidentales sont encore fortement impactantes, mais elles perdent progressivement de leur force.

2) La non obsolescence de la guerre en Europe, malgré la menace nucléaire

L'Europe considéraient impossible à la fois une nouvelle guerre sur son continent et l'utilisation guerrière de l'arme nucléaire, au regard de la destruction de la Terre qui pourrait en résulter. Le nucléaire était d'abord et avant tout considéré comme un instrument de dissuasion, celle du « faible au fort » pour la France, celle de la toute-puissance pour la Russie et les Etats-Unis. Une puissance nucléaire ne peut pas être envahie. Or, l'Ukraine a été dénucléarisée à la fin de l'URSS et les accords ont permis à la Russie d'en disposer seule, en vue de ne pas favoriser la prolifération de l'arme. L'Iran a compris le message et le traité de non-prolifération de l'arme nucléaire risque bien dans les années à venir connaître de nombreuses entorses. Si la garantie américaine faite à l'Ukraine n'est pas respectée parce que le conflit se termine par une défaite ou par la perte du Donbass, le Japon tirera une conclusion qui est évidente.

Le nucléaire militaire offre un statut de puissance et Poutine l'a bien fait remarquer à ses adversaires. Cependant, il y a des puissances plus fortes que d'autres. Pour Luttwak, la puissance est accordée au pays qui peut s'engager dans un conflit armé sans avoir besoin du recours de ses alliés et d'ouvrir le conflit sans raison vitale pour lui. Dans le cadre de cette « opération spéciale », au moins au départ, l'action n'est pas vitale pour la Russie, mais elle l'est pour l'Ukraine, tout comme l'intervention des Etats-Unis en Irak n'était pas vitale pour Washington, mais l'était, d'une certaine façon, pour Bagdad. Cependant, quand on est une grande puissance, on se doit de l'emporter et d'accomplir ses objectifs, au moins militaires. Aujourd'hui, l'armée russe est humiliée à la fois par la résistance ukrainienne, par la solidité des alliances favorables à Kiev et par le recours à une armée privée, celle de Wagner, qui ne répond pas toujours aux injonctions de l'Etat-Major du Kremlin.

L'obsolescence de la guerre n'est pas encore avérée, loin de là. D'ailleurs, les guerres n'ont jamais cessé dans le monde, au Rwanda, au Darfour, au Yemen, dans les Grands Lacs (4 millions de morts), la question palestinienne restant latente. L'obsolescence de la guerre était donc seulement occidentale et encore, malgré les guerres dans l'ex Yougoslavie ou l'invasion de la Crimée. Pourtant, devant l'Assemblée générale de l'ONU, Emmanuel Macron a parlé de l'existence d'une cinquantaine de guerres, là où les analystes en dénombre plutôt moins de quarante, ce qui est déjà beaucoup.

Il existe aussi des inimitiés violentes aujourd'hui entre Israël et les USA contre l'Iran, les Turcs et les Kurdes, la question de la Syrie et de l'Irak, l'Afghanistan. En revanche des guerres civiles importantes subsistent dans de nombreux Etats, en Syrie ou en Irak, les Kurdes contre la Turquie, même en Chine ou en Inde, sur les questions religieuses notamment. Les situations belliqueuses n'ont pas cessé. La paix ne fait plus recette face aux inégalités sociales et nationales et à un surcroît d'informations mal contrôlées qui provoquent des

sentiments de haine en un temps où, pourtant, jamais la production mondiale n'a été aussi importante et suffisante pour la survie de chacun.

3) La guerre de territoire renaît en Europe

Après la guerre froide, les politistes considéraient en grande majorité que les guerres de territoire devraient disparaître, malgré le conflit pour le Haut Karabagh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, mais aussi la colonisation des territoires palestiniens par Israël. La guerre en Ukraine est aussi une guerre de territoires, de la Crimée et du Donbass, tout comme la Chine s'engage dans la domination de petits îlots de l'archipel des Paracels et des Spartleys, au détriment du Vietnam qui en revendiquait l'appartenance. Xi Jinping s'est engagé de faire revenir Taïwan dans le giron de la Chine populaire avant 2049. Cette guerre est donc programmée.

Dans une interview à LCI, l'ambassadeur de Chine en France a considéré que les pays de l'URSS n'ont pas vraiment de statut d'Etat défini, car il n'y aurait pas eu, sur ce point, d'accord international, ce qui contredit évidemment la position officielle toujours en vigueur de Pékin au sujet des frontières définies en 1991 après l'effondrement de l'Union soviétique. Il rappelle aussi que la Crimée n'a été reliée à l'Ukraine qu'en 1964 par Khrouchtchev (lui-même Ukrainien) et qu'il fallait dorénavant « arrêter de chicaner » et réaliser le cessez-le-feu. Enfin, pour Samuel Huntington (Who are we ?), une guerre de territoire dans les Etats du Sud des Etats-Unis est possible dans l'avenir pour le Mexique désireux de récupérer leurs territoires perdus.

4) La guerre de l'information

L'autre aspect à considérer est que la Russie a bénéficié de l'aura anti-impérialiste de l'URSS. L'Afrique du Sud, un des géants de l'Afrique, soutient toujours la Russie, en mémoire du soutien de l'URSS quand l'Occident manifestait une grande mansuétude vis-à-vis de l'apartheid en Afrique du Sud.

En outre, la Russie dispose d'une arme redoutable, la guerre de l'information. L'idée est de surfer sur le ressentiment à l'égard des anciennes puissances coloniales, désinformation. Elle convainc que les problèmes de l'Afrique concernant sa propre sécurité alimentaire et énergétique sont surtout dus aux sanctions qui lui sont imposées. Elle insiste aussi sur l'exploitation des firmes multinationales américaines, françaises, européennes ou britanniques des richesses de l'Afrique. En outre, Moscou prétend, à l'instar des efforts entrepris aussi par la Chine, que pendant la pandémie létale de la Covid-19 les Occidentaux

ont gardé tous les vaccins pour eux, alors que la Russie leur a offert le vaccin Spoutnik (dont l'efficacité s'est avérée pourtant très faible).

Pour justifier chacune des grandes guerres menées par Vladimir Poutine, le dirigeant et ses propagandistes ont affirmé que la Russie n'était pas un agresseur, mais le défenseur de la paix. Il reprend ainsi la logorrhée soviétique qui estimait que tout conflit armé conduisant à l'affaiblissement du monde capitaliste était une victoire pour la paix. En Tchétchénie, en Géorgie et en Ukraine, la Russie se présente comme un « gardien de la paix » d'un monde russe dont les frontières s'étendent bien au-delà du territoire légal de la Fédération de Russie d'aujourd'hui.

En annonçant la décision de lancer la soi-disant « opération militaire spéciale » dans la nuit du 24 février 2022, il a affirmé que « pendant huit ans, huit années interminables, nous avons fait tout ce qui était possible pour régler la situation par des moyens politiques pacifiques. Pour parvenir à la paix — ce que la Russie s'efforce apparemment de faire — il faut faire la guerre. Pour Poutine, l'opération spéciale en Ukraine n'est qu'une bataille nécessaire pour la paix. Elle. N'est qu'une action spécifique visant en outre à créer un « nouvel ordre mondial » opposé aux diktats politiques, économiques et militaires de Washington et de ses alliés européens. On assiste alors à une fragmentation et une polarisation du monde, en opposition avec le processus de la globalisation.

5) Fragmentation et polarisation du monde

Dans cette recherche de puissance, il y a aussi la volonté de contester l'unipolarisation américaine de la fin du XXe siècle et de s'inscrire comme un agent international suffisamment puissant et écouté pour ne pas laisser le champ libre à la Chinamérique, le conflit latent entre la Chine et les USA.

Historiquement, il y a eu dans l'entre-deux guerres, deux clans ennemis, les démocraties d'un côté, les puissances de l'axe de l'autre, même si le monde communiste présentait aussi une solution aussi rejetée en tant que système politique que celui de ses ennemis. Puis la guerre froide s'est installée, dans un monde aussi divisé entre le capitalisme et le socialisme d'Etat, en laissant aussi de côté la force des pays souvent décolonisés autrefois appelées le Tiers-Monde.

Les pays non occidentaux ne forment plus un bloc uni ; ils recherchent surtout une forme de neutralité qui change progressivement d'orientation eu égard aux avances diplomatiques de la Russie et de la Chine auprès de certains régimes politiques. Aujourd'hui, Xi Jinping lance aussi un appel à constituer un modèle alternatif au modèle occidental, tout en accroissant régulièrement la coopération avec Moscou dans tous les domaines. La guerre en Ukraine a considérablement renforcé cette orientation vers l'affirmation d'un contre-modèle.

Vladimir Poutine souhaite en revenir aux blocs militaires puissants sous le contrôle de Moscou. Il inscrit son conflit dans l'essor de la puissance civilisationnelle de la Russie, laquelle, sans alliés plus représentatifs que quelques pays de la CEI, risque d'être rapidement mise en danger par son allié de circonstance (et non pas amis éternels) du bloc chinois, lequel dispose d'une population 9 fois supérieure à celle de la Russie, avec une diaspora active dans toute l'Asie, voire aussi en Afrique.

Le système BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) réclame, comme l'avait fait auparavant les pays non-alignés, un Nouvel Ordre Economique International. Ses membres veulent continuer à commercer avec la Russie. Cependant, la guerre en Ukraine peut conduire à terme à des choix de plus en plus fermes, en fonction de l'évolution de la lutte pour le leadership politico-économique entre la Chine et les Etats-Unis, même si une troisième voie est encore possiblement réalisable. Si on regarde les données dont on dispose, la Russie pivote vers la Chine parce qu'il s'agit de son unique option, mais la Chine, elle, ne pivote pas vers la Russie. Le rapport de force s'est inversé, même si la puissance nucléaire russe reste un élément non négligeable à court terme du poids international de Moscou.

En Juin 2022, près d'un milliard de personnes vivent en totale insécurité alimentaire. A cette époque, selon les institutions rattachées à l'ONU, 8 millions d'enfants étaient mourants en l'absence d'aliments thérapeutiques dans 15 pays l'Afghanistan, le Burkina Faso, l'Éthiopie, Haïti, le Kenya, Madagascar, le Mali, le Niger, le Nigéria, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud, le Tchad et le Yémen. Sur ces questions plus violentes, le silence est devenu d'or pour tous les conquistadors économiques qui se partagent les richesses mondiales. Dans ces conditions, comment s'étonner des réserves des pays les moins avancés à l'égard de ce conflit qui finalement concerne une région, l'Europe, finalement trop souvent du côté des puissances qui les ont colonisés, au profit des grandes fortunes occidentales.

La guerre est aussi dans la concurrence et la compétition, dans le désir fugace à renouveler sans cesse pour la richesse du Monde aux besoins jamais satisfaits et destructeurs de la misère du monde. La libération de l'homme n'est jamais accomplie, puisque les désirs toujours plus puissants à assumer pour les riches conduisent inéluctablement à la pauvreté, la misère physique et psychologique des plus pauvres. L'immigration est alors rejetée, sauf si elle est utile aux entreprises pour faire aussi baisser les salaires des nationaux. Cette violence-là a sans doute plus tué dans le monde que la mort en direct sur des champs civils qui ne seront sans doute plus vraiment de bataille, comme le prédisait en son temps Oppenheimer.

En Conclusion

Sans une action volontariste des hommes, le réchauffement climatique pose la question de la survie de l'humanité d'autant que l'innovation technologique ne peut pas résoudre toutes les questions sociétales et sociales immédiates sans soutien scientifique volontariste des puissances publiques. Il apparaît nécessaire de modifier les règles du jeu de la globalisation mondialiste du marché, par la mise en place d'une révolution verte qui ne pourra pas se développer sans sécurité internationale, une plus grande justice sociale et l'application des règles du « catastrophisme éclairé ». Les intérêts financiers immédiats s'opposent à l'intérêt collectif d'un futur proche.

Plus inquiétant, les Etats sont eux-mêmes parfois dirigés de fait par une oligarchie qui, sous couvert de démocratie, institue une ploutocratie, plutôt sensible à l'action des lobbys, notamment ceux qui veulent prolonger le marché des ressources énergétiques fossiles. Les gestionnaires d'actifs sont plus puissants que les gouvernements de ce monde. Le plus connu est sans doute l'américain BlackRock, dont les fonds d'investissement gèrent 9400 milliards de dollars, trois fois plus que le PIB de la France et que son endettement. Aujourd'hui, ils rachètent les terres agricoles ou les parcs solaires, ils possèdent de plus en plus d'infrastructures nécessaires à la vie quotidienne des citoyens du monde. Les études montrent que ces fonds achètent pour revendre plus cher et ne gardent jamais les mêmes biens dès lors qu'ils ont pu, dans une politique court-termiste engrangé de larges profits d'entreprises qu'ils ont essoré et rendu à la fois moins compétitives et non rentable. Leur but est de maximiser la valeur de marché de l'actif pour faire une plus-value à la revente au bout de quelques années. Ils ne vont pas faire des investissements lourds, puisque leurs effets n'auraient lieu qu'après leur départ. Tout cela avec l'aide des paradis fiscaux et des contrôles exercés sur les gouvernements.

La troisième révolution industrielle pose la question du mode de production et de consommation actuel qui, dans un avenir proche, conduit à l'essor de catastrophes écologiques naturelles, à la raréfaction des ressources et à l'insécurité permanente généralisée. Les pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique Latine ont aujourd'hui beaucoup de réticence à voter sur les décisions de principe défendues par les pays occidentaux, même si, en référence à leurs propres cas, ils ont accepté de voter contre l'annexion du Donbass pour ne pas ouvrir la boîte de Pandore des sécessions nationales et des appétits des voisins. Le nombre de pays qui ont voté contre l'annexion a été très important, mais l'abstention a été très suivie par les Etats africains lorsqu'il a fallu juger le fond du conflit.

On constate que cette polarisation n'est pas souhaitée par nombre de pays. Chaque gouvernement national s'engage dans des politiques « opportunistes » en fonction de ses propres intérêts. Ainsi, la Turquie ou l'Inde ont accepté de

contourner la guerre économique lancée par les Occidentaux contre la Russie, en acceptant d'acheter du pétrole et du gaz à la Russie, à des prix soldés. L'Inde a certainement baissé ses commandes d'armes russes mais elle continue d'être alimentée à 65 % d'armements russes. L'opportunisme est devenu le choix stratégique de la plupart des Etats, L'OPEP joue son propre rôle, à contre-courant de l'objectif de la lutte contre le réchauffement climatique. Cependant, tous ses membres se recommandent mutuellement une grande prudence afin d'être toujours en mesure d'acheter des armes aux USA.

De son côté, l'Union européenne manque singulièrement d'autonomie par rapport aux forces armées américaines et d'instrument d'influence pour modifier les choix économiques et financiers des Etats-Unis. Elle subit de plein fouet l'opération spéciale de la Russie et, sans réaction, elle ne pourra pas éviter d'être impliquée dans la rivalité entre les USA et la Chine, compromettant ainsi les intérêts et les positions européens dans la zone Asie-Pacifique. Les États membres ont adopté des sanctions contre la Russie et une aide militaire à l'Ukraine, et ont accueilli des millions de réfugiés ukrainiens. Il est remarquable que l'aide militaire à l'Ukraine ait été fournie non seulement par les États membres, mais aussi par des mécanismes européens tels que la Facilité européenne pour la paix.

Références

Aben, J., Fontanel, J. (2018), Military Expenditure as a proxy for State's power, *Defence and Peace Economics*.

Blanchard, O. (2022), Je redoute le scénario d'une guerre commerciale, *Le Monde*, 27 novembre.

Brunat, E., Fontanel, J. (2021), La science économique comme idéologie, la science de gestion comme viatique de l'actionnaire, *Marché & Organisations*, n° 41, Paris.

Brunat, E., Fontanel, J. (2023), When Mercantilism Upsets Neo-Classical Liberal Thinking, the Pandemic Covid-19 as a Revelation, *International Conference on Disaster Management. Global pandemic and its impact 2023*, Jan 2023, Binghamton, New York, United States.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis J-F. (1981), *Le désarmement pour le développement*, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2013), War and capitalism, in *The marketing of war in the age of neo-militarism* (Kostas Gouliamos & Christos Kassimeris, eds), Routledge, London.

Fiott, D. (2022), The Fog of War: Russia's War on Ukraine, European Defence Spending and Military Capability. *Intereconomics*, 57(3)

Feng, I. (2023), La Chine face au « commerce entre amis », *Le Monde*, 15-16 Janvier.

Fontanel, J., Smith, R. (1985b), Analyse économique des dépenses militaires. *Stratégique*.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1992) La guerre économique, Arès XIII/4, décembre, Grenoble.

Fontanel, J. (1995) *Organisations économiques internationales*, Masson,

Fontanel, J. (2005), *La globalisation en « analyse »*. L'Harmattan. Paris.

Fontanel, J. (2019), Différends, conflits et guerres économiques. *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, N°11.

Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : réalités, apports et dangers, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

Fontanel, J. (2022), Les conséquences économiques des sanctions internationales contre la guerre de la Russie en Ukraine, *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*. Hal-03703457

Fontanel, J. (2023), The war in Ukraine: an unexpected effect of the Covid-19. Blog Economist on Peace, <http://visionofhumanity.org/category/economists-on-peace/>

Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2023b), The Covid-19 highlights international insecurity and the violence of globalization, in *International Migration, COVID-19, and Environmental Sustainability*. Emerald publishing, UK. (Volume 33).

Fontanel, J. (2023c), The Covid-19 and the war in Ukraine. International Conference Disaster Management: Global Pandemic and Its Impact, University of Binghamton, Jan 2023, Binghamton (New York), United States (à publier).

Gérard, M. (2023), La guerre en Ukraine, un révélateur de la crise alimentaire mondiale. *Le Monde*, 2 Février.

Guilhaudis, J-F., Fontanel, J. (2019), Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir? *Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI.

Heisbourg, F. (2023) *Les leçons d'une guerre*, Odile Jacob. Paris.

Institute for Economics & Peace (2023), Covid-19 and Peace, *Economists on Peace Blog*.

Labarde, P., Maris, B. (1998), Ah Dieu! que la guerre économique est jolie!, Albin Michel, Paris

Lachaux (1992) *Sommes-nous en guerre économique ?*, Revue de Défense Nationale, juin 1992.

Laïdi, A. (2023), Nous assistons à un double phénomène : le retour d'un protectionnisme classique, couplé à un réarmement commercial inédit, *Le Monde*, 13 janvier.

Lorot, P. (2001), Dictionnaire de la mondialisation, Ellipses, Paris.

Mulder, N. (2022), *The Economic Weapon. The Rise of Sanctions as a Tool of Modern War*, Yale University Press.

Sushcheva, N., Fontanel, J. (2020), *L'arme économique du droit extraterritorial américain.*, hal-02144089

